

PÉNURIE DE LAIT EN SACHET**L'Onil décline toute responsabilité**

La pénurie du lait en sachet ressurgit dans la capitale. Depuis une dizaine de jours, les Algérois peinent à trouver ce produit. Au moment où les distributeurs pointent du doigt les unités de production, l'ONIL s'en lave les mains et assure que celles-ci bénéficient régulièrement de leur quota de poudre de lait.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Trouver le lait en sachet ces derniers jours relève de l'exploit. Les Algérois galèrent à la recherche de ce produit subventionné par l'Etat. Une pénurie qui n'a pratiquement épargné aucun quartier de la capitale, au grand dam des consommateurs du lait notamment les enfants. Le lait en brique dont le prix ne descend pas à moins de 80 dinars demeure inaccessible pour nombre d'entre eux surtout pour les familles nombreuses.

«Nous n'avons pas eu de lait en sachet à la maison depuis dix jours», affirme Redouane, un jeune père de famille résidant à Sebala. Obligé de sortir très tôt le matin pour rejoindre son travail, il confie la mission d'acheter le lait à son épouse. Seulement poursuit-il, «ma femme

qui accompagne les enfants à l'école, trouve toujours les bacs vides». Face à cette situation qui perdure depuis une dizaine de jours, Redouane a également mobilisé ses parents qui habitent à Bab-El-Oued, pour la même mission, celle de dénicher le précieux aliment. Ici encore, la même rareté sévit, fait-il constater.

A Béni-Messous, la trace du lait en sachet se fait rare. «Les épiciers se font livrer à l'aube, il faut donc se lever très tôt pour trouver le lait. D'ailleurs, les gens qui rentrent de la prière de l'aube achètent tout», dira Malek.

Une situation qui a laissé libre champ à la spéculation et à d'autres manœuvres commerciales telle que la vente concomitante. «Pour pallier cette pénurie, un épicier du quartier



Photo : DR

Le lait en sachet se fait de plus en plus rare.

a choisi de s'approvisionner en lait en sachet d'une laiterie privée qu'il vend à 50 dinars le sachet, arguant qu'il s'agit de lait de vache. Mais dès qu'il reçoit son quota de lait conventionné, il impose aux clients contre tout achat de quatre sachets de lait,

un sachet de lait de 50 dinars», témoigne encore Malek. De leur côté, les épiciers affirment que leur quota a été largement réduit. «Mon quota a été réduit de plus de la moitié. Avant, on me livrait 400 caisses de dix sachets de lait mais depuis

une semaine, je ne reçois que 160 caisses», dira le gérant d'une épicerie au quartier dit les Groupes à Sidi M'hamed. «Selon les distributeurs, cette diminution provient de l'usine. Ils disent qu'on leur a réduit le quota de la poudre de lait», explique-t-il.

Des accusations que l'Office national interprofessionnel du lait (Onil) réfute catégoriquement. Selon son directeur général, Fethi Messar, les laiteries publiques et privées bénéficient régulièrement de leurs quotas de poudre de lait. D'ailleurs, souligne-t-il, «nous avons des réserves de poudre de lait jusqu'à juin 2017».

Pour le DG de l'Onil, cette perturbation ne peut être que le résultat d'une mauvaise distribution du lait en sachet. Toutefois, il n'a pas hésité à pointer du doigt «certaines laiteries privées» qui, selon lui, provoquent une pénurie pour «faire pression afin d'augmenter le quota de la poudre de lait d'autant que cette celle-ci est souvent détournée pour la fabrication d'autres produits».

Ry. N.

COMMERCE INTERNATIONAL**L'Algérie est un pays ouvert à l'arbitrage**

Quinze affaires commerciales impliquant des entreprises algériennes ont été portées en 2015 devant la Cour internationale de la Chambre de commerce international pour arbitrage. Ce sont des entreprises des secteurs de l'énergie, de la construction et des transports.

Quinze affaires commerciales impliquant des personnes morales de droit algérien ont été portées devant la Cour internationale de la Chambre de commerce international (CCI) pour arbitrage, nous a indiqué hier M^e Mohammed Chemloul, président du comité algérien auprès de la CCI, en marge de la journée d'étude sur les aspects pratiques de l'arbitrage commercial international organisée hier à l'hôtel El Riadh de Sidi Fredj par le Centre de recherche juridique et judiciaire (CRJJ) du ministère de la Justice.

M^e Chemloul s'est réservé de donner les noms des entreprises impliquées dans ces arbitrages – «C'est confidentiel», a-t-il souligné –. Il a énuméré les secteurs dont les échanges sont susceptibles de voir des litiges survenir dans l'exécution des contrats : «Energie, construction et transport aérien et maritime». Et d'ajouter : «Il y a autant d'entreprises publiques que privées». «Les entreprises algériennes sont des demandeurs (partie qui prend l'initiative de la procédure d'arbitrage, ndlr) dans trois cas et défendeurs (partie en défense sur la demande initiale, ndlr) dans les neuf autres», a-t-il précisé.

Cette journée d'étude qui avait pour objectif de vulgariser l'arbitrage international a vu le président de la Cour d'arbitrage de la CCI Alexis Mourre discuter sur les réformes qu'il a engagées depuis qu'il est à la tête de cette institution.

Des réformes qui portent sur la simplification des procédures d'arbitrage mais surtout pour rendre le fonctionnement de la Cour d'arbitrage plus transparent. Il a ainsi annoncé qu'à partir de janvier 2017, les noms des arbitres désignés pour le règlement d'un litige devront être déclarés dès leur nomination.

Et ce, a-t-il expliqué, pour permettre aux parties en conflit de recuser, à temps, un arbitre dont elles ne font pas confiance à l'impartialité. «A partir de janvier prochain, la Cour

devrait motiver toute décision de désignation d'un arbitre. J'estime que c'est une avancée notable vers plus de transparence», a-t-il déclaré.

La Sonatrach tourne la page de Technip dont le contrat portant sur le projet de réhabilitation de la raffinerie d'Alger. C'est la société chinoise CPECC Chine qui a remporté la nouvelle consultation lancée après la résiliation du contrat de Technip.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Le différend commercial entre la compagnie nationale d'hydrocarbures et la société française est porté devant les juridictions compétentes en attendant le verdict. Selon le vice-président aval de Sonatrach, Akli Remini, qui intervenait hier lors la cérémonie de signature au siège de Sonatrach en présence du ministre de l'Energie, le contrat court sur une période 21 mois, le coût du contrat est estimé à 45,5 milliards de DA (420 millions d'euros environ).

La société chinoise n'est pas à son premier contrat avec la Sonatrach avec laquelle elle a collaboré dans le projet de la raffinerie de Skikda mais aussi la raffinerie d'Adrar. Cette opération de réhabilitation s'inscrit dans le cadre d'un large programme de réhabilitation des raffineries dont une à Skikda est opérationnelle et une autre à Arzew (plus de 100% de production). Par ailleurs,

Par ailleurs, la difficulté majeure soulevée par les intervenants, lors de cette journée d'étude, était l'exécution des décisions de la Cour d'arbitrage. Cela dépendrait en tout cas des clauses contractuelles contenues dans les contrats et l'ouverture à l'arbitrage des instances judiciaires des pays où les décisions d'arbitrage sont censées être appli-

quées. «Les conflits résultent généralement de la gestion des gros contrats, dans les secteurs de l'énergie, la construction, etc. Mais, les parties en conflit se soumettent aux décisions d'arbitrage et les exécutent volontairement.

C'est rarement que cela nécessite de les contraindre par une autre décision de justice», a noté Alexis

Mourre. «L'Algérie est un pays ouvert à l'arbitrage international et les décisions de la Cour d'arbitrage n'ont pas connu de problèmes majeurs d'exécution», a conclu Sami Houerbi, directeur arbitrage de la CCI pour la région Méditerranée orientale, Moyen-Orient et Afrique.

L. H.

LE CHINOIS CPECC REPREND LES TRAVAUX DE SA RÉHABILITATION**1 million de tonnes/an supplémentaire pour la raffinerie d'Alger**

Akli Remini a annoncé que quatre projets de réalisation de raffineries sont en cours, il s'agit des raffineries de Tiaret, Arzew, Hassi Messaoud et Biskra.

Aussi, grâce à ce travail de réhabilitation des raffineries, la facture d'importation des produits pétroliers dérivés a été réduite pratiquement de moitié, s'est félicité M. Remini, précisant que la facture ne dépassera pas un milliard de DA à la fin de l'année en cours contre 2 à 3 milliards d'importations auparavant. L'autre stratégie adoptée par Sonatrach, selon Akli Remini, celle de convertir l'ensemble des matières premières en Algérie. L'objectif ultime étant d'arriver à zéro importation en produits pétroliers dérivés à l'horizon 2020, ajoute Akli Remini.

A l'achèvement du projet, la capacité de production de la raffinerie d'Alger (Sidi R'zine) passera de 2,7 à 3,7 millions de tonnes annuellement, générant une capacité additionnelle estimée à 1,45 million de tonnes (essences et gasoil) et qui participera à réduire la facture d'importation de carburants. De son côté, le P-dg de la Sonatrach, Mohamed Amine Mazouzi, a déclaré que le projet de réhabilitation et d'adaptation des installations de la raffinerie d'Alger s'inscrit dans le cadre d'un vaste programme lancé par la Sonatrach pour la

réhabilitation, la modernisation et l'augmentation des capacités des raffineries. La réalisation de ce programme a déjà vu la concrétisation de la réhabilitation de la raffinerie de Skikda et celle d'Arzew. C'est dans ce sillage, poursuit Mazouzi, que s'inscrit le contrat de réhabilitation de la raffinerie d'Alger. «Ce contrat vient traduire l'excellent rapport qu'entretient Sonatrach avec la compagnie Chinese National Petroleum Corporation (CNPC) dont CPECC est la filiale à 100%, dans la mesure où deux autres projets ont été réalisés avec succès par ce groupement pour le compte de la Sonatrach (raffinerie de condensat de Skikda et celle d'Adrar).

Les deux compagnies ont signé en mars 2016 un accord-cadre de coopération stratégique. Le ministre de l'Energie, Noureddine Bouterfa, présent à la cérémonie, a qualifié ce contrat d'événement important pour le pays sachant que la consommation de carburants n'a pas cessé de croître ces dernières années, avec une facture d'importation qui s'élève à 4 millions de tonnes par an.

Selon Bouterfa qui souligne le retard pris par ce projet à cause du partenaire français, la décision de résiliation du contrat n'a pas été facile à prendre pour la compagnie nationale, en raison du fait que le contrat était en cours d'exécution et que 95% des équipements ont été mis en place et une réalisation de plus de 55%, autant de facteurs qui ont rendu la décision de résiliation plus difficile. Le premier responsable du secteur salue, néanmoins, la diligence des responsables de la Sonatrach en vue d'assurer la continuité des travaux et en réussissant à attirer un repreneur, le tout dans un temps réduit.

Le ministre a exhorté le partenaire chinois à se dépasser et à réduire le délai de réalisation de 21 à 15 mois, insistant sur l'impératif de le faire le «plus tôt possible».

Y. D.

Bouterfa : «pas de retour sur l'accord d'Alger de l'Opep»

Il n'y a pas de retour sur l'accord d'Alger, a affirmé hier le ministre de l'Energie Noureddine Bouterfa en marge de la signature du contrat de réhabilitation de la raffinerie d'Alger qui a eu au siège de la Sonatrach. La capitale algérienne a réuni, fin septembre, le gotha des pays producteurs de pétrole Opep et non-Opep, avec à la clé un accord historique de réduction de la production entre 32,5 et 33 millions de barils/jour en vue de soutenir les prix, en attendant que la réunion de l'Opep, fin novembre, à Vienne, ne tranche sur le quota de réduction de chaque pays membre du cartel. «Le comité de haut niveau propose un processus de réduction à partir de janvier 2017 sur une année avec une révision au bout de six mois, il faut savoir aussi que des éléments techniques ont été réglés. En tout cas, l'accord d'Alger n'a pas été remis en cause», a souligné Bouterfa.

Y. D.